

Sociologies

La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu

Grands résumés

La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu

La descente des certitudes

Discussion de la thèse de l'ouvrage de Robert Castel, *La Montée des incertitudes*, Paris, Éditions du Seuil, 2009.

FRÉDÉRIC LESEMANN

Entrées d'index

Mots-clés : dérégulation du travail, désaffiliation, protection sociale

Notes de la rédaction

Le grand résumé de *La Montée des incertitudes* par son auteur est accessible à l'adresse :

<http://sociologies.revues.org/index3276.html> et la discussion par Michel Messu à l'adresse :

<http://sociologies.revues.org/index3282.html>

Texte intégral

- 1 Je rédige ce texte de discussion de la thèse de l'ouvrage de Robert Castel, *La Montée des incertitudes*, à Montréal, en août 2010. Ces précisions initiales ont pour but de situer d'où je parle : un pays nord-américain francophone où les travaux et la personne de Robert Castel sont connus et très appréciés dans le domaine des sciences sociales, et à un moment où la crise économique découlant des crises financières internationales des deux dernières années amène les gouvernements québécois et canadien à réduire radicalement les dépenses – dans le but de contrôler la croissance de la dette publique – dans les domaines de la santé et de l'éducation, à supprimer les embauches dans le secteur public avec leurs conséquences sur les jeunes récemment diplômés, en particulier ceux issus des sciences sociales, à promouvoir des taxes de tous ordres à la consommation des services plutôt que d'augmenter les impôts, à favoriser la sous-traitance de nombre d'activités auprès du secteur privé, etc. Depuis quelques mois, de multiples indices montrent qu'au Québec les *think tanks* libéraux, d'idéologie monétariste (Institut économique de Montréal, Cirano [Centre interuniversitaire de recherche et analyse des organisations], etc.) ont clairement

gagné en influence auprès du Parti Libéral au pouvoir au point où le président du Conseil du Patronat du Québec n'hésite pas à dénoncer publiquement l'influence néfaste des syndicats sur la croissance de l'économie québécoise et à affirmer « regretter que le Québec n'ait pas été frappé plus durement par la crise afin de l'aider à prendre conscience de l'ampleur de ses problèmes... le gouvernement, les travailleurs et les syndicats doivent se botter le derrière... » (*Le Devoir*, 19 août 2010). Une telle arrogance et irresponsabilité signale vraiment la fin du « modèle québécois » qui a prévalu pendant une quarantaine d'années, fondé sur une culture de concertation, de partenariat, issue d'une tradition de solidarité sociale et d'une culture coopérative. C'est donc dans un tel contexte que je lis le Grand résumé de Robert Castel.

- 2 Que nous soyons à la fin d'une période exceptionnelle de prospérité, rendue possible, au moins pour l'Amérique du Nord, par la croissance soutenue des soixante dernières années, du fait que les États-Unis étaient sortis de la Deuxième guerre mondiale comme seule et unique puissance mondiale, entraînant à leur suite les pays « occidentaux », ne fait aucun doute. L'important aujourd'hui, me semble-t-il, est d'intégrer dans nos esprits que cette période a non seulement été exceptionnelle, mais bien *temporaire*.
- 3 Nous assistons aujourd'hui au renversement non seulement économique, mais politique, social et culturel de la domination historique qu'ont exercée jusqu'à ces dernières années les sociétés « occidentales », européennes et nord-américaines. Nous vivons un changement de paradigme ¹. Au plan économique d'abord. Dans un rapport de juin 2010, *Perspectives du développement mondial : le basculement de la richesse*, l'OCDE signale que le poids des pays émergents, Chine, Inde, Brésil, particulièrement, dépassera bientôt celui des pays riches à la faveur d'un « grand basculement de la richesse » : en 2000, les 30 pays de l'OCDE comptaient encore pour 60% du PIB mondial. Dix ans plus tard, en 2010, cette proportion est tombée à 50%. En 2030 au plus tard, ce sont les pays émergents qui compteront pour 60% de l'ensemble des biens et services produits sur la planète. Le secrétaire général de l'OCDE d'ajouter : « Les changements se produisent à un rythme tellement rapide que l'économie mondiale n'a presque plus rien en commun avec ce qu'elle était il y a 20 ans ». Les économies émergentes devraient croître de 7% cette année, celles des pays développés, de 2% : le niveau de vie de ces derniers va baisser, inévitablement.
- 4 La dimension politique de ce basculement réside dans le fait qu'il est étroitement associé au développement d'un capitalisme autoritaire (Chine) ou d'un capitalisme qui s'accommode fort bien d'inégalités socio-économiques gigantesques (Inde et, dans une moindre mesure, Brésil). Les commentateurs économiques nord-américains ne cachent plus leur intérêt pour ce type de « modèles », au nom des conditions requises pour une compétitivité mondiale renouvelée. Le « social » coûte trop cher et pourrait être plus efficacement assuré par les gouvernements locaux, les fondations privées, les ONG, les familles, les réseaux informels de solidarité, etc. Bref, la nécessité d'une « nouvelle gouvernance sociale » s'impose. C'est du moins un discours qui s'insinue et se répand.
- 5 Un tel basculement économique, politique et social a aussi des conséquences au plan culturel ² et académique. Si, comme l'indique le rapport de l'OCDE, plus de 40% des chercheurs du monde viennent désormais de l'Asie, si les pays émergents sont les chefs de file des innovations industrielles et technologiques, mais aussi politiques (par l'exercice d'un capitalisme autoritaire sans préoccupations de redistribution sociale), il est évident que ce « grand basculement » transforme aussi notre conception, nos cadres de référence et d'analyse, nos représentations des sciences sociales, conçues et développées jusque-là essentiellement dans les sphères académiques influentes de l'Angleterre, des États-Unis, de l'Allemagne ou de la France ³, et importées telles quelles dans les pays du « Sud ». Or, dans ce domaine émergent également de « nouvelles sciences sociales », des sensibilités théoriques que je qualifierai de *post-« post-coloniales »* ⁴, mais aussi de nouvelles littératures ⁵.
- 6 C'est donc dans un tel contexte que je lis le Grand résumé de Robert Castel. On comprendra que je me sente à la fois en proximité et en décalage par rapport à la

description qu'il dresse de cette *Montée des incertitudes*. Je partage son intuition qu'il se produit actuellement une « grande transformation » de l'ampleur de celle qu'évoquait Karl Polanyi il y a plus d'un demi-siècle. Mais cette transformation m'apparaît d'une ampleur plus considérable encore que celle à laquelle Robert Castel fait référence, associée pour lui au déclin de la « société salariale », version française. Il y a à l'œuvre plus que des processus de dérégulation du travail, de reconfiguration des protections et de désaffiliation. Il y a processus de globalisation au sens où je l'ai sommairement évoqué. Et ceux-ci touchent au fait que le « centre » du monde se déplace, que l'axe de la terre économique, culturelle et intellectuelle se modifie. En conséquence, les modèles économiques, politiques, sociaux que nous connaissons, d'*universels* et fondateurs d'une normativité aux prétentions universelles qu'ils étaient (en termes de droits, de normes de justice et d'équité, bref d'exercice d'une modernité citoyenne) deviennent *particuliers* et vulnérables, en termes de coûts financiers, bien sûr, mais aussi en termes de légitimité politique et morale. Ils atteignent et mettent en cause le bienfondé de la prétention de l'« Occident » à proposer au monde ses idéaux politiques et sociaux, ses modèles d'intégration et de protection sociales, ses normes de justice ancrées dans les valeurs des Lumières, développés à la faveur de la domination économique, politique et culturelle exercée sur les pays du Sud au cours des soixante dernières années ⁶.

7 En ce qui a trait au rôle de l'intellectuel, je partage l'idée de Robert Castel qu'il nous est désormais impossible d'adopter des postures de critique radicale des transformations en cours. Une telle attitude supposerait qu'on puisse encore aujourd'hui compter sur des certitudes théoriques – ou plutôt idéologiques – et morales. Or, comme l'avance Robert Castel, nous sommes condamnés à l'hybridité des cadres d'analyse, aux frontières floues, à l'inconfort intellectuel, aux approches pragmatiques, à la production d'idées et au travail sur des cordes raides et presque « sans filets ». On ne peut se complaire ni dans le regret d'un monde perdu – d'ailleurs souvent producteur de fortes injustices au nom même de la justice, quand on pense par exemple à tous les exclus du système de protection sociale fondamentalement corporatiste de la France (Smith, 2006) –, ni dans la dénonciation abstraite en fonction d'un cadre idéologique, fût-il généreux.

8 Reste alors à identifier, au plan individuel d'abord, les valeurs auxquelles on adhère (par exemple, l'équité, la justice, la liberté, la réciprocité, la compassion, la sécurité, la protection, mais aussi le travail décent, le développement durable, la qualité de vie, etc.), puis à chercher à être conscient des enjeux historiques, politiques et moraux associés à l'émergence et à l'utilisation de ces valeurs pour tenter d'en faire, à bon escient et pour soi-même, des critères d'évaluation des décisions à prendre.

9 Au plan collectif, reste à pratiquer une conception de la gouvernance qui permette de créer les conditions de mise en œuvre de ces valeurs sous des formes les moins bureaucratiques possible, fortement décentralisées et diversifiées dans les sources de production de « bien-être », entraînant inévitablement une lutte vigilante contre tous les corporatismes auxquels les divers États-providence ont donné naissance depuis un demi-siècle, et qui sont à la source d'inégalités majeures, mais aussi contre les grandes inégalités économiques dont la fiscalité et la redistribution fiscale contemporaines semblent impuissantes à juguler la croissance. Et sur ce plan, les enjeux prennent forme concrètement au plan local, en étroite interdépendance avec le niveau national, lui-même inscrit activement dans la production d'un ordre global. Là encore, les frontières entre les niveaux sont inévitablement floues, mais il est évident, contrairement à ce que me semble pratiquer Robert Castel, qu'on ne peut plus penser le national sans son ancrage en amont et en aval.

Bibliographie

APPADURAI A. (1996), *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

- APPADURAI A.(dir.) (2001), *Globalization*, Durham et Londres, Duke University Press.
DOI : 10.1215/9780822383215
- CHANDRA V. (2006), *Sacred Games*, Londres, Faber & Faber.
- GUILLEBAUD J.-C. (2008), *Le Commencement d'un monde*, Paris, Éditions du Seuil.
- MARTUCCELLI D. (2010), *¿Existen individuos en el Sur?* Santiago, LOM Ediciones.
- ROBERTS G. D. (2003), *Shantaram*, Montreux, Abacus Press.
- ROY A. & N. ALSAYYAD (2002), *Urban Informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America, and South Asia*, Oxford, Lexington Books.
- SEN A. (2009), *The Idea of Justice*, Londres, Allen Lane Editions.
DOI : 10.1177/0191453714553501
- SMITH T. (2006), *La France injuste*, Paris, Éditions Autrement.
- VENKATESH S. A. (2006), *Off the Books, The underground Economy of the Urban Poor*, Cambridge, Harvard University Press.

Notes

- 1 Je développe certaines des idées de ce commentaire dans : « Repenser les sciences sociales à partir de l'"informel" : l'intérêt d'une comparaison Sud/Nord », dans DE ALBA, LESEMANN Y ZICCARDI, *La informalidad en tiempos de incertidumbre, metrópolis y Estado nacional: una perspectiva interdisciplinaria*, Mexico, UNAM-IIS Editorial, 2010 (à paraître).
- 2 Un des auteurs qui exprime particulièrement bien ce basculement culturel, en français, est Jean-Claude Guillebaud (2008).
- 3 Et même de la Suède si l'on pense, dans le domaine qui nous concerne directement, aux théories de Gøsta Esping-Andersen que je vois importées en Amérique latine !
- 4 En référence aux « *post-colonial studies* » développées particulièrement dans les universités anglophones du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada. On est à une phase « suivante », quand on considère, par exemple, les travaux d'Amartya Sen (2009), d'Arjun Appadurai (1996 et 2001), d'Ananya Roy et Nezar Alsayyad (2002), de Sudhir Alladi Venkatesh (2006), etc. J'ajouterai aussi le récent ouvrage de Danilo Martuccelli (2010), dans lequel l'auteur s'interroge, en tant que Péruvien d'origine, sur les modernités du Nord et du Sud.
- 5 Voir le chapitre 10, « L'Inde comme projet » de l'ouvrage de Jean-Claude Guillebaud (2008), ou encore des romans tels que *Sacred Games* de Vikram Chandra (2006) ou *Shantaram* de G. D. Roberts (2003).
- 6 ...et bien davantage en réalité si l'on pense aux conquêtes européennes à partir de la fin du xv^{ème} siècle et aux diverses phases de colonisation du xix^{ème} siècle.

Pour citer cet article

Référence électronique

Frédéric Lesemann, « La descente des certitudes », *SociologieS* [En ligne], Grands résumés, La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu, mis en ligne le 20 décembre 2010, consulté le 11 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/3280>

Auteur

Frédéric Lesemann

Institut national de la recherche scientifique, Montréal - frederic.lesemann@ucs.inrs.ca

Droits d'auteur



Les contenus de la revue *SociologieS* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.